

# Métropole-Département : le projet de fusion enterré ?

Le maire de Marseille Jean-Claude Gaudin, invité par la sénatrice Anne-Marie Bertrand avec les maires du Pays d'Arles, a évoqué la date de 2023 pour ce dossier, devenu une vraie Arlésienne

Samedi, c'était "un déjeuner d'amitié" qui était annoncé par Anne-Marie Bertrand aux élus que la sénatrice des Bouches-du-Rhône avait invités à partager autour de Jean-Claude Gaudin. Son "ami depuis 36 ans", à qui, elle a succédé voici deux ans au Sénat, à la suite de la loi sur le non-cumul des mandats.

"Deux années rythmées par la volonté du président de la République de réformer notre Constitution - même si cette volonté semble s'essouffler - et bien sûr par la fusion du Département et de la Métropole", a lancé la parlementaire, devant une trentaine de maires, venus du nord du département et de tous bords politiques, qui avaient répondu à l'invitation.

D'autant plus intéressés que le maire de Marseille qui a présidé la Métropole, la Région, a également été député, conseiller général, vice-président du Sénat et même ministre de l'Aménagement du ter-



Anne-Marie Bertrand a invité des élus du département et de tous bords politiques à un déjeuner autour de Jean-Claude Gaudin. /PHOTO N.C.-B.

"Il n'y a plus d'inquiétude de fusion... Et on verra plus tard".

ritoire, lors de la présidence de Jacques Chirac. Si l'occasion leur a été donnée d'évoquer leurs difficultés et leurs craintes et aussi leurs souhaits quant au transfert de certaines compétences des communes, leur regard sur l'actualité et en particulier ce sujet de l'avenir institutionnel du Pays d'Arles ne pouvait que susciter leur attention. Et la réponse ne s'est pas fait attendre.

Après un rappel historique sur la création de la Métropole

Aix-Marseille, "celle à laquelle vous ne souhaitez pas être intégrés", et sur ses entretiens multiples avec le président Emmanuel Macron, le 1<sup>er</sup> ministre Edouard Philippe et quelques autres, Jean-Claude Gaudin a annoncé que "le gouvernement a totalement reculé sur l'initiative. C'est une excellente chose. Ce projet de fusion qu'on n'arrive pas à décortiquer n'est plus à l'ordre du jour. On peut le regretter. Moi je pense qu'il aurait fallu le faire. Le président de la

République m'avait beaucoup encouragé à aller dans ce sens. Mais pour l'instant, ne vous faites pas de souci", a-t-il martelé d'emblée.

## Statu quo maintenu

Avant de redire un peu plus tard que pour le Premier Ministre, le statu quo est maintenu, autrement dit, "une Métropole dans ses frontières actuelles et un Département dans ses frontières actuelles". Ce qui a lui a valu de chaleureux applaudissements de tous les élus.

ments de tous les élus.

"Compte tenu des ennuis que peut avoir le pouvoir, compte-tenu du fait que les caisses sont vides, compte tenu... Allez, c'est écarté. Plus tard peut-être. Mais il n'y a plus d'inquiétude de fusion entre le Département et la Métropole. Donc le problème du Pays d'Arles ne se pose plus. Et on verra plus tard", reviendra-t-il encore sur le sujet. Évoquant la date possible de 2023.

Affirmant que le président de la République fait son "admira-

tion par sa volonté, sa détermination, son courage d'aller au devant. Il a retenu la leçon de parler avec les maires... Sur le plan international, il donne à la France une position très forte", Jean-Claude Gaudin a aussi confié avoir un peu plus de difficultés avec lui au sujet des institutions. "Il annonce des choses et en définitive, on ne le fait pas", a-t-il conclu à sa 3<sup>e</sup> longue prise de paroles, où il a aussi affirmé qu'ici "le provisoire dure".

Nelly COMBE-BOUCHET

## LES RÉACTIONS DANS LE PAYS D'ARLES

### Des élus entre soulagement et méfiance

Le débat sur l'avenir institutionnel du Pays d'Arles a laissé des traces. Les fractures mettront du temps à cicatriser, tant les élus se sont écharpés sur cette question, entre d'un côté les partisans d'une intégration à la Métropole fusionnée au Département, et de l'autre les partisans d'un Pays d'Arles autonome de l'autre. Les propos de Jean-Claude Gaudin, qui mettent un nouveau coup d'arrêt au projet de fusion, ont suscité des réactions différentes, selon le "camp" des élus.

■ **Jean Mangion** : Pour le maire de Saint-Étienne du Grès, proche de Martine Vassal, le propos de Jean-Claude Gaudin est de nature à "clôre définitivement le débat pour ou contre la fusion. Il nous a dit que le sujet n'était plus du tout à l'ordre du jour, qu'il y aurait un statu quo, une Métropole dans ses frontières actuelles et un Département dans ses frontières actuelles. C'est la moins mauvaise des solutions. Ceux qui ne voulaient pas de l'intégration à la Métropole sont satisfaits, et ceux qui étaient pour sont satisfaits aussi car ils souhaitaient que le Département reste dans ses frontières actuelles, chacun conservant ses compétences." Un "tout le monde est content" qui doit permettre, pour le maire du Grès, de surmonter les divergences. "Ça règle tout, on va arrêter de s'engueuler du matin au soir. C'est dommage, car la situation a créé un clivage, mais à nous maintenant de travailler sereinement au sein de nos intercommunalités, et au sein du Pays d'Arles."

■ **Bernard Reynès** : Pour le député de la XV<sup>e</sup> circonscription, ex-maire de Châteaurenard, jusqu'alors favorable à l'intégration, c'est un peu "le tout ça pour ça. Ce

n'était pas la peine que le Gouvernement mette ce sujet de la fusion à l'ordre du jour en disant que c'était urgent et en provoquant les dissensions qu'on a connues à l'échelle de notre territoire. Le statu quo que certains aussi souhaitaient n'était pas une position qui me choquait. La Métropole se constitue pour l'instant sans nous. Mais je dis bien pour l'instant, puisqu'on parle de 2023 éventuellement pour faire cette fusion. Nous n'avons pas de garantie pour l'avenir".

■ **Anne-Marie Bertrand** : Maire de Rognonas durant 13 ans, première présidente de Rhône Alpilles Durance, conseillère départementale et désormais Sénatrice, Anne-Marie Bertrand considère comme Jean-Claude Gaudin, que "Macron a ce défaut d'annoncer des choses comme la fusion (ou encore la réforme Constitutionnelle) et puis, après, plus rien. Macron fait des annonces puis consulte, écoute après coup et revient sur ces mêmes annonces. Entre-temps beaucoup de tensions se créent, des rumeurs circulent, on ne sait plus qui croire et ça nuit à la parole publique. En ce climat de tensions, notamment avec les gilets jaunes, la vie politique n'a pas besoin de ça. Fort heureusement, il semble avoir retenu la leçon des gilets jaunes et être un peu plus à l'écoute des élus".

■ **Hervé Chérubini** : Le maire de Saint-Rémy de Provence et président de la communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles, farouche opposant de l'intégration du Pays d'Arles à la Métropole, ne baisse pas la garde. Pour lui, les déclarations de Jean-Claude Gaudin ne signifient pas que le combat est gagné. L' élu prend acte que la fusion ne se fera pas

dans l'immédiat, mais le fait que Sébastien Lecornu, ministre aux Collectivités locales, ait annoncé une loi sur l'évolution des Métropoles pour l'été 2020, l'inquiète. D'autant que la question du périmètre (une fusion avec ou sans le Pays d'Arles?) n'est pas tranchée. "Moi, je m'en tiens aux propos du ministre, et on peut très bien avoir un texte de loi à la fin du premier semestre 2020 qui dit que la fusion s'applique au 1<sup>er</sup> janvier 2023, ce n'est pas incompatible, c'est même plutôt cohérent, indique-t-il. Et aucun membre du gouvernement n'a dit que la réforme était enterrée ou abandonnée. On peut donc tout imaginer. Il faut être extrêmement vigilant et continuer à se battre. Pour moi, ce doit être l'enjeu central des élections municipales, avec des candidats qui s'engagent clairement sur cette question."

■ **Jean-Marc Martin-Teissière** : Le maire de Verquière est lui aussi opposé à l'intégration dans la Métropole, et prône un Pays d'Arles autonome en cas de disparition du Département. Si fusion il y a, cela "ne se fera pas avant les municipales, mais Sébastien Lecornu, il y a quelques jours, a bien dit que le couvert serait remis après les municipales, alerte le président de Terre de Provence. Même si le calendrier électoral est bouché, il nous faut rester très vigilants sur le sujet. On est tranquille, mais jusqu'à quand? Je reste prudent, je ne pense pas que le Président ait perdu de vue son projet, au contraire je pense qu'il le relancera durant son mandat présidentiel. Rien ne serait pire que de se dire c'est gagné, ne bougeons plus. Il faut travailler pour le Pays d'Arles, sur l'emploi, sur la question des transports. Il faut qu'on avance!"

N.C.-B. et Ch.V.

## Un timing contraint par les périodes d'élections

La fenêtre était idéale. La fusion Département-Métropole, voulue par le Président Macron dès 2017, alors qu'il n'était que candidat à l'époque, aurait dû se faire avant les élections municipales. En septembre 2018, le préfet Pierre Dartout est missionné pour rendre un rapport mi-novembre. Au même moment, le président LR de la Métropole Jean-Claude Gaudin passe la main à Martine Vassal, sa première vice-présidente LR et patronne du Département. Une double casquette censée faciliter l'opération. Mais le rapport du préfet n'est réceptionné qu'en mars par le Premier ministre, qui vient au printemps avec Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, pour consulter les élus, notamment à propos de l'épineuse question du Pays d'Arles. Un territoire hors Métropole, mais que certains souhaitent voir intégrer le mastodonte, quand d'autres s'y opposent farouchement. À ce moment-là, on parle encore de trancher la question avant l'été. Ce ne sera finalement pas le cas, et le dossier prend des airs d'Arlésienne. Exit, donc, l'hypothèse d'une décision avant les municipales. Et aujourd'hui, si Sébastien Lecornu, ministre des collectivités locales, a annoncé en septembre un projet de loi sur l'évolution des métropoles à la fin du premier semestre 2020, le timing sera compliqué : il faudra en effet ensuite naviguer entre les élections départementales, régionales, et même présidentielle en 2022! "Ça ne se fera pas avant la fin du quinquennat", pronostiquait, cet été, un proche du maire de Marseille. Avec les propos tenus samedi à Noves, Jean-Claude Gaudin en est lui aussi persuadé.